

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, la production n'a pas encore démarré en ce sens qu'aucune pièce de l'avion n'a été fabriquée. Le maintien de l'équipe d'ingénieurs qui travaille à ce programme a toutefois nécessité une affectation de crédits constante. J'imagine que si ce contrat n'est pas ratifié, Lockheed essaiera de faire payer au gouvernement du Canada une partie de ces frais.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### PAKISTAN—LE PROJET D'ACHAT D'UNE USINE DE RETRAITEMENT DE MATIÈRES NUCLÉAIRES ET LA QUESTION DES GARANTIES EXIGÉES PAR LE CANADA

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État des Affaires extérieures. Peut-il dire à la Chambre si le Pakistan a l'intention d'acheter à la France une usine de retraitement de matières nucléaires, et si le Pakistan accepte les nouvelles demandes de garanties canadiennes? Ce pays accepte-t-il que ces garanties s'appliquent aussi au combustible usé fourni par le réacteur CANDU du Pakistan?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, les négociations entre le Canada et le Pakistan sur les garanties ne sont pas encore terminées. Je crois comprendre qu'on ne les mènera pas à terme cette fois et qu'on les reprendra plus tard. En réponse à la première partie de la question concernant l'usine de retraitement, je dirai que j'ai appris indirectement que le Pakistan se propose d'acheter une usine de retraitement à la France.

#### PAKISTAN—LES INTENTIONS DU CANADA QUANT À LA FOURNITURE D'URANIUM

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je crois comprendre, d'après les propos du ministre, que les négociations ont été suspendues, probablement parce qu'elles ont abouti à une impasse. Cela signifie-t-il, en partie, que le gouvernement du Canada n'a pas négocié d'autres ventes d'uranium avec ce pays? Plus précisément, puis-je demander au ministre si nous nous sommes engagés à vendre plus d'uranium au Pakistan au cours des prochains mois?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas fini de négocier. Divers points restent encore à discuter, mais les négociations ont progressé et elles ne portent pas principalement sur les ventes supplémentaires. Nous n'avons pas encore renouvelé les conditions relatives à d'autres livraisons.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une dernière question supplémentaire? Si je comprends bien, l'accord quinquennal conclu entre le Canada et le Pakistan relativement à la vente d'uranium pour le réacteur CANDU du Pakistan est expiré ou sur le point de l'être. Dans ces conditions, des négociations se poursuivent-elles relativement à la vente d'autre combustible canadien pour ce réacteur; ou, sinon, le ministre se rend-il compte que le Pakistan essaie d'obtenir de l'uranium auprès d'un autre pays?

### Questions orales

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, le Canada est le fournisseur du combustible destiné à la génératrice nucléaire du Pakistan. Je l'ai dit au député la semaine dernière, le gouvernement du Canada est libre de cesser ses envois. J'ai déjà décrit au député les conséquences d'une telle décision sur la production d'énergie et d'électricité à Karachi. A cette étape, le Canada n'a pas encore pris de décision à ce sujet.

\* \* \*

[Français]

### L'AGRICULTURE

#### ON DEMANDE LA TENUE D'UN DÉBAT SUR LA POLITIQUE LAITIÈRE

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Au sujet de la politique laitière à être annoncée officiellement au mois d'avril par le gouvernement, le ministre peut-il dire si le gouvernement qu'il représente a l'intention, de sa propre initiative, d'organiser un débat à la Chambre pour permettre aux députés, particulièrement à ceux de l'Est du pays, surtout du Québec, d'exprimer les vues des producteurs qui résident dans leur circonscription sur les difficultés de cette industrie extrêmement importante et des difficultés à venir, si la politique annoncée en novembre était appliquée?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que les producteurs laitiers du Canada viendront rencontrer les députés. Avant d'amorcer un débat sur ce sujet à la Chambre, je pense que les députés devraient s'entretenir directement avec les producteurs laitiers et discuter de leurs problèmes avec eux. Puis, si ces derniers croient nécessaire de venir à la Chambre, je n'y vois pas grand mal.

● (1420)

[Français]

M. Fortin: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Je n'ai pas besoin des conseils du ministre pour rencontrer les gens de ma circonscription, dont les producteurs. Je l'ai fait plusieurs fois. Là-dessus on pourrait même lui donner des leçons, mais je lui demande plutôt si le gouvernement a l'intention de permettre la tenue d'un débat sur la politique laitière, qui intéresse l'Est du pays, comme ce même gouvernement accorde tant d'attention aux producteurs de l'Ouest?

[Traduction]

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, la politique laitière ne concerne pas seulement les producteurs laitiers; elle concerne tout le peuple canadien. Je suis certain que tous les Canadiens ont intérêt à ce que nous ayons une industrie laitière saine et rentable au Canada. La situation mondiale est difficile parce que les producteurs efficaces sont trop nombreux. Nous ne sommes pas assez riches pour qu'ils puissent se permettre de gaspiller, et c'est ce qu'ils font. Ils produisent plus que nous ne consommons ou que nous ne pouvons vendre.